



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°14 2025

Faits saillants

- ❖ **Asie du Sud :** Elle resterait la zone la plus dynamique d'Asie en 2025 et 2026, selon les prévisions de printemps de la Banque Asiatique de Développement ;
- ❖ **Afghanistan :** La Banque Asiatique de Développement (BAsD) souligne l'incertitude entourant les perspectives économiques de l'Afghanistan ;
- ❖ **Bangladesh :** La BAsD révisé à la baisse sa prévision de croissance à 3,9% pour l'exercice en cours ;
- ❖ **Bhoutan :** La BAsD prévoit une croissance de 8,5% en 2025 ;
- ❖ **Inde :** Projections de la BAsD biaisées à la hausse et tablant sur une croissance de 6,7 % en 2025/2026 et 6,8 % en 2026/2027 ;
- ❖ **Maldives :** Croissance confirmée à 5,1% en 2024 ;
- ❖ **Népal :** La Banque mondiale estime que les dommages engendrés par les inondations de septembre 2024 s'élèvent à 0,8% du PIB ;
- ❖ **Pakistan :** La BAsD revoit à la baisse ses prévisions de croissance pour le Pakistan sur l'année 2024/2025 ;
- ❖ **Sri Lanka :** Principaux résultats économiques de la visite du Premier ministre indien au Sri Lanka.

À RETENIR

0,8% du PIB

Estimation de la Banque mondiale des
dommages causés par les inondations
de septembre 2024 au Népal

Asie du Sud

La sous-région devrait continuer de croître au rythme le plus élevé en 2025 et 2026 selon les prévisions de printemps de la BAsD

Les perspectives économiques de la zone Asie du Sud continuent d'être bien orientées, portées par le poids de l'Inde, qui représente plus de 80 % du PIB de la sous-région. La croissance du PIB en volume de la zone, estimé à 5,8 % en 2024, devrait s'établir à 6,0 % et 6,2 % en 2025 et 2026. L'Inde devrait ainsi enregistrer un taux de croissance de 6,7 % et 6,8 au cours de 2025/2026 et 2026/2027. Le Bangladesh pâtit de l'incertitude politique et des goulets d'étranglement pesant sur l'offre, ce qui explique la prudence de la BAsD, qui a révisé de 4,3 % à 3,9 % ses prévisions pour l'exercice en cours, avant de les porter à 5,1 % pour l'exercice 2025/2026. Le Pakistan ne devrait croître qu'à un rythme de 2,5 % en volume sur l'exercice en cours, avant d'enregistrer un rebond à 3,0 % sur 2025/2026. Après un net rebond à 5,0 % en 2024, la croissance de Sri Lanka devrait s'infléchir à 3,9 % et 3,4 % en 2025 et 2026 respectivement.

Il convient de noter toutefois que ces prévisions ont été établies avant le 2 avril 2025, date à laquelle les Etats-Unis ont annoncé les mesures tarifaires frappant la plupart des pays d'Asie.

Afghanistan

La Banque asiatique de développement souligne l'incertitude entourant les perspectives économiques de l'Afghanistan

Les perspectives économiques de l'Afghanistan demeurent incertaines et se caractérisent par une stagnation. L'incertitude économique et politique persistante, conjuguée à un faible niveau de capital humain, des dépenses insuffisantes du gouvernement de facto et à des politiques restrictives en matière d'éducation et d'emploi pour les femmes, fragilise notablement les dépenses et les investissements. Par ailleurs, l'incertitude quant au flux et à l'ampleur de l'aide humanitaire constitue également un risque important. Ainsi, les projections formulées par la BAsD prévoient une croissance modérée, de 2,6% pour 2025, puis un léger ralentissement à 2,2% pour 2026.

Du côté de l'offre, le secteur agricole devrait jouer le rôle de moteur principal, bien que ce secteur soit fortement exposé aux aléas engendrés par le changement climatique, notamment concernant les pluviométries inadaptées. En outre, une augmentation des importations de matières premières et de fournitures industrielles ainsi que des investissements dans l'exploitation minière laissent entrevoir une expansion des secteurs de l'industrie et des services durant l'année. Néanmoins, les contraintes structurelles, notamment au niveau des paiements internationaux, de l'accès au financement et du secteur bancaire, pourraient freiner cette

dynamique. Une éventuelle réduction de l'aide étrangère constituerait également un facteur de pression supplémentaire pour ces secteurs.

Du côté de la demande, la BAsD estime que la consommation privée sera le principal moteur de croissance, soutenue par les envois de fonds. Toutefois, l'épargne des ménages risque de connaître un net ralentissement d'ici 2026, les ménages afghans ayant été fortement tributaires de celle-ci afin d'assurer leurs dépenses essentielles. La consommation privée sera également impactée par la diminution de l'aide humanitaire, liée à la suspension de l'aide américaine.

Parallèlement, le secteur bancaire formel devrait rester atone, en raison des sanctions internationales, de l'obligation de transition vers la finance islamique et de la contraction des actifs et des dépôts. Entre juillet 2023 et novembre 2024, les dépôts totaux ont diminué de 12,2%, tandis que les crédits ont reculé de 23% et la proportion de prêts non performants a augmenté, fragilisant ainsi la rentabilité des banques. De plus, la transition vers la finance islamique limitera l'octroi de nouveaux crédits, ce qui devrait peser négativement sur les échanges et l'investissement.

Enfin, la BAsD dresse un bilan peu optimiste concernant les perspectives économiques du pays. Une éventuelle réduction de l'aide humanitaire risquerait d'entraîner une dépréciation de l'afghani, une nouvelle contraction de l'économie et une recrudescence de l'inflation. Par ailleurs, l'instauration de nouvelles restrictions concernant l'emploi des femmes et le fonctionnement des organisations non gouvernementales internationales compliquerait la distribution de l'aide, exacerbant ainsi le chômage et l'insécurité alimentaire.

Bangladesh

La Banque Asiatique de Développement révisé à la baisse sa prévision de croissance à 3,9% pour l'exercice en cours

La Banque asiatique de développement (BAsD) a révisé aujourd'hui ses prévisions de croissance du PIB pour le Bangladesh à 3,9 % pour l'année fiscale 2024-25, mais s'attend à ce que l'économie s'améliore au cours de la prochaine année fiscale. La BAsD avait précédemment prévu une croissance de 4,3 %, reflétant l'incertitude politique, les perturbations dans les chaînes d'approvisionnement et un resserrement de la politique monétaire pour réduire les tensions inflationnistes. La BAsD prévoit une croissance de 5,1% en 2025-26. A noter que ces estimations ont été réalisées avant l'annonce américaine des droits de douane « réciproques », qui frappe lourdement le Bangladesh, avec des droits portés à 37 %.

La veille, le Bureau des statistiques du Bangladesh (BBS) avait publié l'estimation du PIB pour le deuxième trimestre (octobre-décembre) de 2024-25, qui fait état d'une croissance de 4,48 %, un net rebond par rapport au trimestre précédent (+1,96%).

L'inflation repart légèrement à la hausse à 9,35%

En mars 2025, La hausse des produits alimentaires a fléchi à 8,93 %, contre 9,24 % en février, marquant une baisse résultant de l'abondance saisonnière des légumes en fin d'hiver alors que

la période du Ramadan est habituellement propice à une hausse des prix. En revanche, l'inflation générale a légèrement augmenté pour la première fois en trois mois, atteignant 9,35 %. Cette hausse s'explique par l'augmentation de l'inflation non-alimentaire, qui est passée de 9,38 % à 9,70 %, en raison de la hausse des prix dans les secteurs de l'habillement, des soins de santé et des transports, stimulée par la demande liée à l'Aïd-ul-Fitr et par un afflux record de plus de 3 Mds USD de transferts de fonds. Malgré une légère progression des salaires (8,15 %), ceux-ci restent inférieurs à l'inflation depuis 38 mois. Les experts soulignent la stagnation économique persistante, le ralentissement de la croissance agricole et l'absence d'impact significatif des politiques publiques sur l'inflation.

Le Bangladesh fait face depuis 2022 à une inflation élevée, aggravée par des chocs externes comme la guerre en Ukraine, des perturbations de la chaîne d'approvisionnement, et la dépréciation de la monnaie locale. Bien que la Banque centrale ait relevé ses taux directeurs pour contenir la hausse des prix, les pressions inflationnistes persistent, notamment sur les produits alimentaires et les biens importés. La Banque centrale prévoit une inflation à 8,2% d'ici juin, contre une cible de 7-8% initialement. Alors que le gouverneur avait prévenu d'une baisse des taux directeurs lorsque l'inflation passera en dessous de 7% il y a quelques mois, il a finalement remonté ce seuil à 8%.

Bons résultats sur le front des exportations, mois record pour les transferts des expatriés

En mars 2025, les envois de fonds des expatriés vers le Bangladesh ont atteint un niveau mensuel historique de 3,29 Mds USD, marquant une hausse de près de 65 % par rapport à l'année précédente, principalement en raison des célébrations de l'Aïd-ul-Fitr. Ce rebond a contribué à renforcer les réserves de change du pays, en hausse à 20,5 Mds USD (en méthodologie BPM6) grâce à un afflux accru via les circuits bancaires officiels, encouragé par la stabilité du taux de change, les incitations gouvernementales et probablement un recours moindre au blanchiment d'argent. Sur les neuf premiers mois de l'exercice fiscal, les transferts ont progressé de plus de 27 %, atteignant 21,8 Mds USD.

Sur le même mois, les exportations du Bangladesh ont atteint 4,25 Mds USD, enregistrant une croissance sur un an de 11 %. Sur les neuf premiers mois de l'exercice fiscal 2024-25, les exportations totales ont atteint 37,19 Mds USD, soit une hausse de 10,6 % par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Le secteur de l'habillement, pilier des exportations bangladaises, a maintenu sa position dominante avec 30,2 Mds USD d'exportations.

Un projet d'ordonnance pour doubler le plafond des garanties bancaires en cas de faillite bancaire

A la fin décembre 2023, seuls 19 % des dépôts bancaires étaient entièrement protégés par la garantie bancaire des dépôts du *Deposit Insurance Trust Fund* (DITF), en baisse par rapport à 2021 où la couverture atteignait 23%. Ce taux est de 43% en Inde et de 55% au Pakistan. Cette baisse graduelle de la couverture s'explique par le seuil de garantie de 100.000 BDT (800 EUR) qui n'a pas été actualisé depuis 2000. Le nombre de comptes de dépôts couverts reste néanmoins important, avec 91% des comptes ayant moins de 100.000 BDT en dépôts.

Dans ce contexte, le ministère des Finances vient de publier une ébauche de la Deposit Protection Ordinance, 2025 pour consultation. Le principal article concerne le rehaussement du seuil de garantie à 200.000 BDT.

Le DITF, logé au sein de la Banque centrale, a atteint en 2023 environ 150 Mds BDT (140 M EUR) de dépôts.

Le Pr. Yunus écrit au Président américain pour demander un report de trois mois des droits de douane « réciproques »

Après l'annonce américaine, une réunion rassemblant les principaux acteurs gouvernementaux concernés a été convoquée en urgence le 5 avril au soir auprès du Pr. Yunus. A cette occasion, le conseiller en charge du commerce a annoncé que le Bangladesh allait prendre des mesures pour réduire le déficit commercial avec les États-Unis en augmentant les importations et en supprimant les barrières non tarifaires. Aujourd'hui, le Bangladesh importe essentiellement de l'acier, des produits énergétiques (GNL), du coton et du soja des États-Unis. Lors d'un échange entre le conseiller commerce et l'ambassadrice a.i. américaine, le Bangladesh aurait également proposé d'amender les règles de passation des marchés pour donner la priorité aux entreprises américaines ou encore d'améliorer les règles de propriété intellectuelle.

Un courrier résumant les initiatives qui seront prises a été transmise par le Pr. Yunus à destination de Donald Trump. Cette lettre demandait la suspension pour une durée de trois mois des droits de douane « réciproques », rappelait la signature d'un contrat de long terme de fourniture de LNG (signé en janvier avec Argon LNG) et mentionnait une « nouvelle ère » notamment dans les secteurs de la défense et de l'aviation civile.

Après les nouvelles annonces de mise en pause des droits de douane « réciproques », le Bangladesh sera surtaxé à hauteur de 10% sur le marché américain.

Bhoutan

La Banque Asiatique de Développement prévoit une croissance de 8,5% en 2025

Selon la BASD, la croissance du PIB bhoutanais devrait s'accélérer pour atteindre 8,5% en 2025 avant de se modérer à 6% en 2026. Cette dynamique serait portée par une expansion généralisée à travers l'ensemble des secteurs. Pour mémoire, la croissance estimée par l'institution pour l'année 2024 s'inscrit à 5,5%.

Du côté de l'offre, le secteur industriel devrait enregistrer un taux de croissance élevé de 18,6% en 2025, soutenu par les performances de la production hydroélectrique et une augmentation significative de l'activité de construction connexe. Le déploiement de projets d'infrastructure d'envergure – notamment la centrale hydroélectrique de Punatsangchhu II, ainsi que le redémarrage des opérations dans le secteur hydroélectrique via le démarrage d'une centrale de 600 MW à Kholongchhu, première phase d'un projet de 5000 MW convenu avec la société indienne Tata – contribuera à stimuler la croissance du secteur.

Simultanément, les projections estiment que le secteur des services progressera de 4,9% en 2025, porté par une croissance supérieure à 10 % dans les segments du transport, du stockage,

de l'hôtellerie et de la restauration, traduisant une hausse des arrivées de touristes internationaux. Enfin, le secteur agricole, qui bénéficiera de la reprise continue des activités forestières et d'exploitation, devrait croître de 4,3% en 2025.

Du côté de la demande, la dynamique de croissance serait tirée par une hausse des dépenses de consommation, qui progresseraient à un rythme de 5% en 2025 et de 4,2% en 2026, en raison de la dissipation des effets liés à l'augmentation des salaires des fonctionnaires. La consommation des ménages, quant à elle, devrait croître à un rythme de 5,3%, soutenue par le développement du crédit au secteur privé et par les envois de fonds de la diaspora bhoutanaise. Par ailleurs, le BAsD anticipe un rebond de l'investissement à 9,8% en 2025, après une baisse de 0,1% en 2024, en lien avec la mise en œuvre du 13^{ème} Plan quinquennal et l'intensification de la construction de nouvelles centrales hydroélectriques.

Toutefois, la BAsD souligne que plusieurs risques susceptibles de compromettre ces perspectives de croissance optimistes persistent, en ce qui concerne notamment les retards dans la mise en service des centrales hydroélectriques, le risque de dégradation de la position extérieure du Bhoutan en raison de la réorientation de la production hydroélectrique à des fins domestiques (notamment pour le minage de bitcoins), ainsi que les catastrophes naturelles et l'exposition aux aléas climatiques.

Le Bhoutan alloue une enveloppe de 100 M USD à l'appui des start-ups et de l'entrepreneuriat

Le gouvernement s'est engagé à verser 100 M USD par le biais d'un fonds de capital-risque pour soutenir l'entrepreneuriat et les jeunes entreprises à travers le pays, dans le but de renforcer le rôle du secteur privé dans le développement national du Bhoutan. Des discussions sont actuellement en cours entre le gouvernement et la société de capital-risque. Les autorités ont déclaré que 50% du financement seront fournis par le gouvernement, tandis que le reste proviendra d'un fonds de capital-risque international, sans toutefois mentionner l'entité concernée.

Inde

Projections de la BAsD biaisées à la hausse et tablant sur une croissance de 6,7 % en 2025/2026 et 6,8 % en 2026/2027

La BAsD a intégré le ralentissement à l'œuvre de l'économie indienne dans ses prévisions pour l'exercice achevé le 31 mars 2025. En raison d'une croissance qui s'est établie à 6,1 % au cours des trois premiers trimestres de l'exercice 2024/2025, soit avril-décembre 2024, la BAsD a ramené ses prévisions de croissance de 7,0 % (estimations publiées en septembre 2024) à 6,4 % dans sa dernière publication. Dans un souci d'exhaustivité, il convient de mentionner que la Banque avait déjà réduit à 6,5 % ses prévisions de croissance pour l'Inde lors de la publication de son addendum de décembre 2024.

Pour l'exercice en cours, 2025/2026 et 2026/2027, la BAsD prévoit une relative accélération de la croissance indienne, qui s'élèverait à 6,7 % et 6,8 % respectivement. La consommation des ménages, notamment ruraux devrait constituer le principal élément de contribution, cependant que la réactivation des dépenses en capital du gouvernement fédéral, relayé par les Etats fédérés devrait conforter cette accélération. Le recul de l'inflation, à 4,3 % en 2025/2026 et 4,0% sur l'exercice suivant, devrait également se traduire par un gain de pouvoir d'achat des ménages, confortant ainsi le surplus induit par les abattements fiscaux dont bénéficiera la classe moyenne, de l'ordre de 0,3 % du PIB. L'orientation accommodante de la RBI devrait par ailleurs être facilitée par le fléchissement de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC). L'équilibre externe devrait en outre être préservé, reflété notamment par un déficit courant de l'ordre de 1,2 % en 2025/2026 et 1,4 % du PIB en 2026/2027.

Pour mémoire, ces projections n'intègrent pas le relèvement des droits de douane de l'administration américaine, ayant été effectuées courant mars.

Implications de la hausse des droits de douane « réciproques » sur l'économie indienne

La perspective d'une hausse des droits de douane, qui seront portés au moins temporairement à 26 % à partir du 9 avril 2025 devrait affecter principalement les secteurs industriels de la production électronique et le secteur de la joaillerie. Les Etats-Unis importent en effet 14 Mds USD de produits électroniques en provenance d'Inde et 9 Mds USD de pierres précieuses et d'articles de joaillerie. Néanmoins, les secteurs de la pharmacie, des semiconducteurs et des minerais critiques, ainsi que celui des produits pétroliers raffinés ont été exclus, au moins temporairement, du champ de couverture de cette hausse.

A contrario, l'économie indienne bénéficierait du recul des prix des matières premières, au premier rang desquelles le pétrole, ce qui est favorable tant au processus de désinflation enclenché par la RBI depuis 2022 et contrecarré par la dynamique des prix agricoles qu'à la réduction du déficit courant.

Les effets directs récessifs induits par le relèvement des droits de douane sont estimés à 0,3 points de pourcentage du PIB, notamment par le gouvernement, mais cette estimation ne prend pas en compte les effets de second-ordre, tels que la concurrence faite aux produits indiens sur les marchés tiers et/ou sur le marché intérieur indien. En outre, la variable de l'incertitude, préjudiciable à l'investissement n'est pas davantage intégrée.

Nouvelle réduction des taux directeurs de la RBI de 25 points de base

Comme les marchés l'anticipaient et dans le sillage des injections massives de liquidité orchestrées depuis janvier, le Conseil de Politique Monétaire (MPC) a adopté à l'unanimité une nouvelle réduction de 25 points de base de son taux directeur, ramenant ainsi le taux des pensions de 6,25 % à 6,0%. De manière encore plus significative, la RBI prépare le marché à de nouvelles baisses des taux, modifiant l'orientation de sa politique monétaire en l'assortissant d'un biais accommodant. La RBI a en effet réduit de 20 points de base ses projections de croissance pour l'exercice en cours, de 6,70 % à 6,50 %, intégrant en partie l'effet des mesures tarifaires américaines sur la dynamique de croissance indienne. Elle a également ramené ses prévisions d'inflation pour l'exercice de 4,20 % à 4,0 %, niveau qui correspond au centre de la cible d'inflation.

Pour mémoire, l'indice des prix à la consommation s'est inscrit à 3,6 % en février et les conjoncturistes tablent sur un indice très proche pour le mois de mars. En outre la dynamique des prix devrait obéir à une trajectoire maîtrisée, compte tenu de la baisse attendue des prix

des matières premières et de la perspective d'une évolution des prix agricoles favorable, dans l'hypothèse d'un scénario central où la mousson serait proche de la normale. Dans cette perspective, l'indice des prix à la consommation pourrait s'infléchir en-deçà des projections de la RBI et autoriser cette dernière à pratiquer deux nouvelles baisses des taux directeurs en juin et en août.

Maldives

Croissance confirmée à 5,1% en 2024

Les Maldives ont enregistré une croissance de 5,1% en 2024, tirée par le tourisme et les services selon le Bureau des statistiques. Le tourisme est demeuré le principal moteur de l'économie, contribuant à 22,2% du PIB réel au 4e trimestre de 2024. Les transports et les communications représentent 13,2% du PIB et ont progressé de 7,1% en glissement annuel. La part du commerce de gros et de détail dans le PIB atteint 9,3%, celle de l'administration 8,9%, l'immobilier 8,9% également, les services 6,3%, la construction 4,4%, la santé et le social 3,5%, l'éducation 3,4%, les loisirs 2,7%, l'agriculture et la pêche 2,1%, l'eau et l'électricité 2% et l'industrie 1,4%. La croissance réelle en janvier 2025 aurait à nouveau été soutenue et aurait atteint 7,4% en comparaison de janvier 2024.

Népal

La Banque mondiale estime que les dommages engendrés par les inondations de septembre 2024 s'élèvent à 0,8% du PIB

Les précipitations record dans la vallée de Katmandou ont provoqué une destruction généralisée, affectant particulièrement la province de Bagmati. Sur le plan socio-économique, l'événement a été à l'origine de 250 décès. En outre, la destruction totale de 5 996 habitations et l'endommagement partiel de 13 049 autres ont concerné 16 241 ménages, les groupes vulnérables subissant de plein fouet cette conjoncture. D'un point de vue macroéconomique, les pertes cumulées se chiffrent à 340 M USD, soit 0,8% du PIB de l'exercice 2024-25, couvrant les dommages sur les infrastructures, l'agriculture et les secteurs sociaux. Dans le détail, les coûts d'infrastructure s'élèvent à 283,1 M USD. Par ailleurs, le secteur agricole a enregistré des pertes de 51,9 M USD, conséquence de l'immersion de vastes superficies agricoles, de la destruction des récoltes et d'importantes pertes de bétail. Les secteurs de l'éducation et de la santé ont également subi des chocs, avec des dommages évalués à 662 580 USD sur les infrastructures concernées.

Les projections de la Banque mondiale identifient la dégradation du secteur financier comme principal facteur de vulnérabilité de l'économie népalaise

Le secteur bancaire fait face à des enjeux en termes de qualité des actifs, de rentabilité et d'adéquation des fonds propres, comme l'illustre le ratio de prêts non performants qui a atteint un niveau record de 4,9% à la fin de premier semestre de l'exercice en cours, entraînant

une hausse des provisions pour pertes sur prêts qui a significativement impacté la rentabilité des banques. En réaction, la Banque centrale a assoupli sa politique en abaissant le coussin contracyclique à 0%, contre 0,5% auparavant.

Les principaux risques liés à cet affaiblissement de la santé financière des institutions résident dans le resserrement du crédit au secteur privé, limitant ainsi l'accès au capital nécessaire pour les entreprises et les ménages. Le maintien du Népal sur la liste grise du GAFI constitue également un risque substantiel. En outre, des retards prolongés dans la mise en œuvre des réformes en matière de dépenses d'investissement représentent un risque important, susceptible d'entraver le développement des infrastructures, et de limiter le potentiel de croissance à long terme.

Creusement du déficit commercial sur les huit premiers mois de l'exercice 2024/25

Sur les huit premiers mois de l'exercice en cours, le déficit commercial du Népal s'établit à 7,6 Mds USD, en dépit d'une hausse significative des exportations, conséquence de la progression des importations de produits pétroliers, de véhicules électriques et de smartphones. L'économie népalaise demeure structurellement dépendante des importations, qui représentent 91,1% du commerce extérieur en raison des besoins en produits pétroliers, et les autorités avaient instauré des mesures restrictives sur les importations de produits de luxe entre août 2022 et août 2024 afin d'atténuer les pressions sur le déficit courant et sur les réserves de change. Pour la période considérée, le commerce extérieur total s'élève à 10 Mds USD, avec des importations en progression de 11,2% par rapport à l'exercice précédent à la même période, tandis que les exportations progressent de 57,2% pour atteindre 1,2 Md USD à la mi-mars, portées par les exportations de denrées alimentaires, notamment d'huile.

Le déficit commercial avec l'Inde, premier partenaire commercial du Népal devant la Chine, atteint 4,4 Mds USD, avec des importations totalisant 5,3 Mds USD, tandis que les exportations vers l'Inde ne représentent que 960 M USD, en raison de la dépendance du Népal à plusieurs produits indiens, notamment le riz. Parallèlement, le pays enregistre un solde excédentaire avec 34 partenaires, dont l'Afghanistan, le Danemark, la Russie, l'Autriche et les Maldives, bien que l'Inde concentre près de 65 % de ses échanges commerciaux.

La BAsD table sur des projections de croissance du PIB s'inscrivant à 4,4% pour l'exercice 2024/25 et 5,1% pour l'exercice 2025/26

Selon la BAsD, la croissance du PIB est envisagée à 4,4% en 2024/2025 puis à 5,1% en 2025/2026.

Du côté de l'offre, le secteur agricole devrait profiter d'une hausse de 4% de la production de riz en 2025, malgré un léger ralentissement de la croissance de l'agriculture (passant de 3,0 % en 2024 à 2,8 % en 2025) en raison d'un déficit de précipitations hivernales. La production industrielle et la construction, stimulées par la stabilité des prix, une liquidité en hausse, des taux d'intérêt plus faibles et un meilleur accès au crédit, devraient enregistrer une reprise. Le gouvernement cible un taux d'exécution des dépenses en capital de 85%.

Du côté de la demande, l'investissement, qui devrait ajouter 6,6 points de pourcentage au PIB, et la consommation privée, qui représente environ 80% du PIB et devrait progresser de 2,0%, demeureront les principaux moteurs de la croissance. Sur le plan extérieur, l'augmentation des exportations, notamment dans le domaine de l'électricité et des transports, sera en partie compensée par une hausse des importations, particulièrement de biens d'équipement et de services liés au voyage.

Les perspectives pour 2026 reposent sur l'accélération des dépenses en capital, la poursuite des réformes gouvernementales et un renforcement de la production agricole, tout en demeurant tributaires des aléas géopolitiques, des mesures tarifaires aux États-Unis, de la sous-exécution du budget d'investissement, ainsi que des aléas climatiques.

Pakistan

La Banque Asiatique de Développement revoit à la baisse ses prévisions de croissance pour le Pakistan sur l'année 2024/2025

La Banque Asiatique de Développement a révisé à la baisse ses prévisions de croissance du PIB du Pakistan à 2,5 %. En décembre dernier, elle prévoyait un taux de croissance de 3 % pour l'exercice budgétaire 2024-2025 (juillet 2024-juin 2025). La croissance du PIB devrait enregistrer un rebond en 2026, estimé à 3%.

Les données provisoires du premier trimestre de l'exercice en cours suggèrent une reprise modérée, en raison des performances modestes du secteur agricole, industriel et des services. Bien que les mesures de consolidation budgétaire, conjuguées à la baisse des recettes agricoles, imputable à une baisse de production, freinent l'activité économique sur l'exercice en cours, la mise en œuvre effective du programme de réforme devrait stabiliser l'économie pakistanaise et éliminer progressivement les obstacles structurels à la croissance. Le secteur industriel devrait être tiré par le rebond de la production d'électricité et de la distribution d'eau et de gaz. Parallèlement, l'investissement privé devrait repartir à la hausse, porté par l'assouplissement monétaire, tandis que l'afflux des transferts de migrants et la baisse de l'inflation devraient stimuler la consommation privée.

Toutefois, la BAsD souligne que des risques pèsent sur les perspectives de croissance de l'économie pakistanaise, tels qu'un assouplissement prématuré des politiques macroéconomiques, un accroissement de la dette et des coûts d'emprunt induits par le non-respect des mesures de consolidation budgétaire, la réduction du décaissement de l'aide étrangère en raison de défaillances politiques ainsi que des conditions météorologiques défavorables.

Par ailleurs, il convient de noter que ces prévisions n'intègrent pas l'impact des mesures tarifaires prévues par l'administration Trump, celles-ci menaçant fortement l'équilibre de la balance courante du Pakistan.

Une délégation du FMI sur la gouvernance était à Islamabad cette semaine

Une délégation du FMI s'est rendue au Pakistan du 4 au 10 avril, elle s'est entretenue avec l'ensemble des ministères pakistanaise, la Banque centrale (State Bank of Pakistan -SBP), l'administration fiscale (Federal board of revenues -FBR), les comités en charge de la planification et des privatisations. La mission avait pour objet d'évaluer l'avancée des réformes en matière de gouvernance, de transparence et la performance institutionnelle du Pakistan, en particulier la mise en place de nouveaux moyens de lutte contre la corruption.

Suppression de la TVA sur les matières premières textiles

Le gouvernement fédéral a annoncé, dans le cadre de son projet de loi de finances 2025-2026, la suppression de la TVA sur le coton, le fil de coton et d'autres matières premières utilisées

dans la production textile. Cette mesure vise à renforcer la compétitivité des produits textiles locaux face aux importations. Le projet a été soumis pour validation au Fonds monétaire international (FMI).

Réduction des tarifs d'électricité à partir de 2025-2026

Le gouvernement a également annoncé une baisse des tarifs d'électricité, applicable à compter de l'exercice 2025-2026. Le tarif pour les particuliers sera réduit de 7,41 PKR par kWh, le portant à 34,37 PKR/kWh. Les secteurs industriel et commercial bénéficieront d'une réduction équivalente, fixée à 7,59 PKR par kWh. Le Premier ministre a souligné que cette décision, approuvée par le FMI, vise à stimuler la relance économique.

Forum d'investissement minier (8-9 avril, Islamabad)

D'après la presse, le Forum sur l'investissement dans le secteur minier a réuni quelque 300 participants venus de divers pays, avec une forte représentation chinoise. On a également noté la présence d'entreprises russes, biélorusses, kazakhstanaïses et américaines. En revanche, les délégations turques, kenyanes, émiriennes et saoudiennes étaient peu nombreuses, tandis qu'aucune délégation européenne n'avait fait le déplacement. Des investisseurs et partenaires potentiels venus d'Australie et du Canada ont toutefois pris part à l'événement, en quête d'opportunités de coopération technique ou financière.

Le général Asim Munir, chef d'état-major de l'armée de terre pakistanaise (COAS-Chief of Army Staff), a souligné le rôle central de l'armée dans la sécurisation des sites miniers pour rassurer les investisseurs étrangers. Il a également insisté sur la nécessité de développer les infrastructures, notamment routières et hydrauliques, pour permettre un essor durable du secteur.

Le Forum a mis en lumière le potentiel considérable des mines de cuivre au Pakistan. La société de conseil McKenzie a présenté une analyse démontrant que le pays pourrait devenir une alternative viable à certains sites internationaux en déclin, dans un contexte de forte croissance de la demande mondiale en cuivre, notamment en raison de son usage stratégique dans les batteries lithium-ion des véhicules électriques.

Visite d'Eric Meyer, chef de bureau Asie du Sud du Département d'Etat américain, à la tête d'une mission minière

Eric Meyer, haut fonctionnaire du bureau Asie du Sud et Asie centrale au Département d'Etat américain, était accompagné d'une délégation de géologues du US Geological Survey et d'entreprises présentes dans les investissements miniers. Il a été reçu par le Premier ministre Shehbaz Sharif et le Général Asim Munir pour discuter des opportunités offertes par le secteur minier pakistanaïse. Les autorités pakistanaïses ont, à cette occasion, interrogé Eric Meyer sur la question des droits de douane réciproques imposés par les États-Unis aux exportations pakistanaïses, fixés à 29 %.

Le secteur cimentier pakistanaïse connaît un ralentissement, en lien avec la baisse d'activité dans la construction et les difficultés d'exportation vers l'Afghanistan

Selon l'Association des fabricants de ciment du Pakistan, les ventes de ciment (marché intérieur et exportations confondus, principalement vers l'Afghanistan) ont reculé de 11,31 % en glissement annuel au mois de mars 2025. Les ventes sur le marché intérieur ont diminué de 9,48 %, revenant à 3,569 millions de tonnes. Les cimenteries situées dans le nord du pays, qui

approvisionnement en grande partie le marché afghan, ont été particulièrement affectées, enregistrant un repli de 14,54 %.

Résultats positifs pour la compagnie nationale PIA après deux décennies de pertes

Pour la première fois en 21 ans, Pakistan International Airlines (PIA) a enregistré un résultat financier positif en 2024, avec un bénéfice d'exploitation de 9,3 milliards PKR et un bénéfice net de 26,2 milliards PKR. Le ministre de la Défense et de l'Aviation, Khawaja Asif, a attribué cette amélioration à une politique de réduction des effectifs et d'optimisation des coûts. Il a également rappelé que le gouvernement envisageait une privatisation de la compagnie.

Sri Lanka

Principaux résultats économiques de la visite du Premier ministre indien au Sri Lanka

Il s'agit de la première visite d'un dirigeant étranger depuis les élections de novembre dernier qui ont porté au pouvoir le parti NPP. Les deux pays ont annoncé le lancement d'un projet tripartite (avec les Émirats arabes unis) pour développer un pôle énergétique à Trincomalee avec la construction d'un oléoduc multiproduits et l'utilisation de réservoirs gérés par l'Indian Oil Corp. Le dirigeant indien a inauguré une centrale solaire de 120 MW à Trincomalee. L'Inde et le Sri Lanka ont également conclu leur processus de restructuration de la dette portant sur 1,36 Md USD de prêts de l'EXIM Bank of India et de la State Bank of India. Les dirigeants des deux pays ont participé au lancement de deux projets ferroviaires construits avec l'aide de l'Inde à Anuradhapura pour 106 M USD. Enfin, l'Inde et le Sri Lanka ont signé des accords sur la connectivité de leurs réseaux électriques, la numérisation, la sécurité et la santé.

Publication du rapport annuel de la Banque centrale

La Banque centrale souligne la reprise progressive et plus rapide qu'attendu de l'économie sri lankaise en 2024, qui fait suite à la plus grave récession économique que le pays ait traversée. La Banque estime que les incertitudes se sont réduites, notamment sur le plan politique et en matière de restructuration de la dette extérieure. La croissance a été plus forte que prévu en 2024 (5%) et l'inflation maîtrisée, alors que les réserves de change se redressaient (les réserves brutes ont atteint 6,5 Mds USD fin mars 2025, soit plus de trois mois d'importations de biens et services). Le pays a dégagé en 2024 un excédent de son compte courant, comme en 2023 (malgré la levée progressive des restrictions à l'importation) et un solde budgétaire primaire positif pour la deuxième année consécutive. Les performances globales du secteur financier ont continué de s'améliorer progressivement et le processus de réformes s'est poursuivi, notamment en matière de soutiens sociaux et de lutte contre la corruption. La montée des incertitudes géopolitiques mondiales, en particulier concernant la politique commerciale des nouvelles autorités américaines et ses effets indirects, devrait peser sur les perspectives économiques mondiales et avoir un impact important sur le Sri Lanka.

Le Sri Lanka compte près de 22 millions d'habitants

Le recensement conduit en 2024 a révélé que la population du Sri Lanka s'élevait à 21 763 170 habitants, soit 1 403 731 de plus qu'en 2012.

Publication des projections de croissance de la BAsD pour l'année 2025 et 2026

Après une croissance record de 5% en 2024, la BAsD prévoit une progression modérée du PIB à 3,9% en 2025 et 3,4% en 2026, induite par l'assouplissement monétaire et la reprise des investissements en infrastructures. La croissance se généralise, soutenue par une amélioration du secteur manufacturier, illustrée par une hausse du PMI en février 2025, et par un dynamisme dans les services, en lien avec le tourisme.

Cependant, malgré la baisse des taux directeurs et l'augmentation des salaires publics, la demande intérieure reste limitée en raison d'un pouvoir d'achat en recul, ce qui freine la consommation des ménages. La reprise de la construction et de l'investissement privé s'accélèrent, mais des risques subsistent, notamment en termes de pression budgétaire, de sous-exécution des budgets d'investissements en capital, d'accélération de l'inflation face à d'éventuels chocs externes et de l'impact négatif des barrières commerciales, ces prévisions n'incluant pas les mesures tarifaires annoncées par l'administration Trump.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays
Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Positive	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Négative	BB-	Négative	BB+	Négative	C	C
Pakistan	Caa3	Stable	CCC+	Stable	CCC+	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	CCC+	-	D	B
Népal	-	-	-	-	BB-	Stable	C	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

david.karmouni@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : david.karmouni@dgtresor.gouv.fr